

peuple canadien. Ils ont évalué les circonstances et pris une décision. A mon sens, ils ne méritent nullement les critiques de certains de mes collègues et des journaux.

• (5.10 p.m.)

On me rappelle que les journaux ont publié les noms des députés absents. Je crois qu'ils étaient au nombre de 98. Les journaux ont sévèrement critiqué les absents, mais ils n'ont pas mentionné les raisons de certaines de ces absences. Un bon nombre de nos collègues étaient absents pour des raisons officielles. On aurait dû le dire. Certains d'entre eux étaient dans leurs circonscriptions, où ils s'occupaient des besoins de leurs commettants.

Bien entendu, quelques députés s'absentent souvent de la Chambre, mais il appartient aux whips et aux leaders des partis de s'en occuper. Je ne condamnerais pas de façon générale tous les députés qui étaient absents lundi soir. L'autre jour, à la Chambre, le leader du Ralliement créditiste, a déclaré: Je ne puis voter contre le gouvernement parce que je ne trouve pas les conservateurs plus dignes de confiance que les libéraux. Pour ma part, je dirais les choses autrement. Je dirais que j'ai également confiance dans l'un ou l'autre des deux partis les plus importants et dans leurs chefs, mais j'estime qu'il ne vaudrait rien, pas même pour les conservateurs de presser la tenue d'élections. A quoi cela servirait-il? Nous devrions donner aux libéraux la chance de s'organiser; ensuite, nous pourrions nous assurer s'il est possible d'avoir un gouvernement qui jouira d'une majorité absolue. Ce n'est pas le temps de tenir des élections. Au cours de la fin de semaine, j'ai consulté mes commettants, dont les allégeances politiques sont partagées entre les divers partis. A leur avis, un parti comme le parti libéral a le droit de tenir un congrès et de se choisir un nouveau chef. C'est un procédé démocratique qui fait partie de notre régime démocratique.

Ensuite, la situation internationale est très complexe. C'est pour cette raison, entre autres, que je n'aimerais pas qu'on nous précipite dans des élections. Nous avons beaucoup de raisons d'appuyer le gouvernement. L'économie nationale est dans un état critique et notre cas n'est pas isolé. Dans nombre de pays, l'économie est malade. En ce moment, la nôtre a besoin de soins spéciaux. Mes commettants, de leur côté, s'inquiètent du coût des élections et de la stagnation des affaires pendant leur durée. Ils pensent aussi au

[M. Mongrain.]

temps que perdra la Chambre et aux nombreux travaux auxquels nous devrions vaquer. Je crois que le député de Kootenay-Ouest (M. Herridge) en a parlé tout à l'heure. Je veux l'en féliciter. Il est un bon indépendant et j'attends le jour où il viendra siéger avec nous. Je me remémore la réflexion d'un homme politique du XIX<sup>e</sup> siècle, Macaulay:

Les hommes politiques timides et intéressés songent plus à la sécurité de leur siège (ou de leur parti) qu'à celle du pays.

Mes gens sont aussi convaincus qu'en tenant des élections maintenant il en résultera un gouvernement minoritaire. A quoi donc sert-il de faire toute cette dépense? Attendons que les grands partis soient bien organisés; les indépendants et les autres pourront alors assister à la lutte réglée. Nous nous divertirons beaucoup. J'espère qu'on ne nous imposera pas un impôt sur les spectacles. Nous avons beaucoup de travail à faire en ce moment, et ce n'est donc pas le moment de tenir des élections. Je devrais vous citer la phrase d'Abraham Lincoln: «on ne change pas d'attelage au milieu du gué.»

Il faudrait, à mon avis, commencer par modifier la procédure de la Chambre afin que les députés soient avertis lorsqu'il y a des votes de confiance. Ils sauraient ainsi sur quoi ils doivent se prononcer. Les conservateurs ou les libéraux auraient dû le faire depuis longtemps. Nous venons de vivre des moments que nous aurions pu éviter. J'ai une suggestion à faire aux libéraux. Au lieu de taxer les gagne-petit, pourquoi ne pas songer sérieusement à réduire les dépenses, à rogner le budget de défense de quelques centaines de millions? Nous devons maintenant vivre selon nos moyens. Ce n'est pas le moment de dépenser sans compter.

Il faut comprendre que les impôts, tout comme les taux d'intérêt, sont élevés. Les banques exigent déjà 7½ p. 100 d'intérêt et, sur certains prêts hypothécaires, l'intérêt est de 9 p. 100. Il est grand temps, d'après moi, de réduire les dépenses avant d'acculer les gens à la faillite. Il faudrait retarder les élections jusqu'à la fin de l'année. Je suis de ceux qui favorisent la tenue d'élections cette année, mais pas dès maintenant. Il importe d'agir au lieu de déclencher des élections. En provoquant des élections, nous agirions en hommes politiques irréfléchis. Nous n'avons pas trop bonne réputation d'un bout à l'autre du pays, il faut bien l'admettre. Il est grand temps, selon moi, de rehausser cette réputation et d'agir en hommes politiques sérieux.